

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 13 – novembre 2025

Quels sont les « vrais » chiffres du tourisme en Autriche, Croatie et Slovénie ?

L'évaluation de l'apport du tourisme à l'économie d'un pays dépend évidemment du périmètre retenu. Si l'on s'en tient à la contribution directe au PIB, le tourisme pèse 4,2 % du PIB en Autriche, 11,3 % en Croatie et 5,2 % en Slovénie. Si l'on observe les flux extérieurs au sens de la balance des paiements, on obtient des résultats légèrement différents : la Croatie enregistre 14,6 Mds EUR de recettes de voyages (20 % du PIB), la Slovénie 3,5 Mds EUR (5,2 % du PIB), et l'Autriche 24,3 Mds EUR (4,7 %). Enfin, les estimations "totales" (incluant effets indirects et induits, selon l'approche retenue par le WTTC) donnent un panorama encore plus large du poids économique du tourisme : environ 6 % du PIB pour l'Autriche, 20 % pour la Croatie, et 7 % à 8 % pour la Slovénie.

Des chiffres différents selon la méthode retenue

Le tourisme est une activité transversale : il combine des composantes issues de l'hébergement, de la restauration, du transport, du commerce, de la culture et des loisirs. C'est pourquoi il existe plusieurs lectures complémentaires selon l'approche choisie. Les deux cadres statistiques internationaux de référence sont, d'une part, le Compte satellite du tourisme (TSA) et, d'autre part, la balance des paiements.

Le TSA (*Tourism Satellite Account*) est un module des comptes nationaux mis en place par l'ONU, l'OCDE, Eurostat et l'Organisation mondiale du tourisme. Il vise à reconstituer, à partir des statistiques d'offre et de demande, la valeur ajoutée directe créée par les activités touristiques. Le TSA permet ainsi d'estimer la part du PIB et de l'emploi directement attribuable au tourisme. Il ne prend pas en compte les effets indirects (fournisseurs) ou induits (consommation des salariés), contrairement aux études économiques globales ou aux estimations du WTTC (*World Travel & Tourism Council*).

La balance des paiements, quant à elle, retrace les flux monétaires entre résidents et non-résidents. Le tourisme y apparaît sous le poste "Voyages", inclus dans la rubrique Services. Ce poste enregistre les dépenses des visiteurs étrangers sur le territoire (recettes de voyages, ou crédits) et les dépenses des résidents à l'étranger (débits). Il mesure donc l'exportation de services touristiques et la contribution du tourisme au compte courant, **mais pas sa contribution directe au PIB**. En outre, selon les règles du FMI, le poste "voyages" exclut les transports internationaux de passagers, comptabilisés séparément sous "transport".

Le WTTC, enfin, utilise une approche élargie, fondée sur un modèle économétrique développé avec *Oxford Economics*. Ses estimations incluent la contribution directe du tourisme (hôtels,

restaurants, agences de voyages, loisirs), la contribution indirecte (fournisseurs, construction, énergie, agroalimentaire, etc.), et la contribution induite (consommation des salariés du secteur).

L'Autriche : une économie touristique solide et bien intégrée

En Autriche, les comptes satellites du tourisme (publiés par *Statistik Austria*) indiquent qu'en 2023, la valeur ajoutée directe du tourisme représentait 4,2 % du PIB. L'emploi directement lié au tourisme s'établissait également à 4,2 % de l'emploi total. La dépense touristique intérieure, incluant les résidents et les non-résidents, a atteint 37 Mds EUR.

L'institut autrichien de recherche économique WIFO, qui, de son côté, modélise les effets indirects et induits à partir du TSA, élargit cette perspective. Il estime que la contribution agrégée du tourisme au PIB est de 6,2 % et représente 311 000 emplois équivalents temps plein, soit 7,6 % de la main-d'œuvre.

Sous l'angle de la balance des paiements, les données de l'*Oesterreichische Nationalbank* (OeNB, banque centrale autrichienne) montrent que le poste "voyages" a généré en 2024 24,3 Mds EUR de recettes (4,7 % du PIB) contre 15,4 Mds EUR de dépenses des résidents, soit un excédent net de 8,8 Mds EUR.

La Croatie : un modèle fortement dépendant du tourisme

La Croatie est l'un des pays européens où le tourisme pèse le plus fortement dans l'économie. Le compte satellite du tourisme national (méthodologie TSA), publié par l'Institut statistique croate (DZS), indique qu'en 2022, la valeur ajoutée directe du tourisme atteignait 11,3 % du PIB.

Les estimations élargies (WTTC, ministères) évoquent en revanche une part "totale" du tourisme proche de 20 % du PIB et environ 20 % de l'emploi total, ce qui inclut les effets indirects et induits.

Du point de vue de la balance des paiements, la Banque nationale croate (HNB) estime qu'en 2024, les recettes de voyages ont atteint environ 15 Mds EUR, soit 19,6 % du PIB. Ces chiffres expliquent pourquoi le tourisme est souvent présenté comme représentant "un cinquième de l'économie croate" : cette formule se réfère à l'empreinte totale du secteur, tandis que le TSA limite la lecture à la seule valeur ajoutée du tourisme.

La Slovénie : un secteur relativement important

La Slovénie présente une situation intermédiaire entre la spécialisation croate et la diversification autrichienne. Compte tenu de la relative étroitesse du marché, les différentes méthodes de calcul employées convergent pour l'essentiel.

Ainsi selon le *Statistical Office of the Republic of Slovenia* (SURS), la consommation touristique totale s'est élevée à 6,65 Mds EUR en 2023, tandis que le PIB touristique direct atteignait 3,33 Mds EUR, soit 5,2 % du PIB national. Dans la balance des paiements, la *Banka Slovenije* enregistre pour 2024 des recettes de voyages de 3,5 Mds EUR (5,2 % du PIB) et un solde positif net. L'OCDE de son côté recense en 2023 environ 69 600 emplois dans les industries touristiques slovènes, soit 7,4 % de la main-d'œuvre.

L'approche élargie, en dernier lieu, permet d'évaluer le poids total du secteur entre 7 % à 8 % du PIB slovène.

Le chiffre du mois à retenir

+0,3 %

du PIB

Croissance estimée par la
Commission européenne en 2025

Zoom sur...

Le partenariat social et la Chambre fédérale d'économie WKO : A la suite du scandale déclenché par la révélation, dans la presse, de la revalorisation salariale (+4,2 %) accordée aux employés de la chambre fédérale d'économie (organisme faîtière du réseau des CCI autrichiennes) et de l'ajustement des indemnités des élus dirigeant les chambres (jusqu'à +60 %), le Président Harald Mahrer a été contraint de démissionner. Succédant à l'entrepreneur Christoph Leitl (2000-2018), Harald Mahrer, ancien Secrétaire d'Etat puis ministre (conservateur) de l'Economie, était à la tête de la WKO depuis mai 2018. Il cumulait trois fonctions (présidence de la WKO, présidence du directoire de la banque nationale d'Autriche OeNB et présidence de l'aile économique du parti conservateur) et les rémunérations correspondantes.

Partenaire social incontournable représentant le Patronat, la WKO est l'institution représentant toutes les entreprises d'Autriche (de l'entreprise unipersonnelle au groupe international), qui y sont impérativement affiliées par le biais d'une cotisation obligatoire. En amont des négociations salariales d'automne, la Chambre fédérale avait appelé les syndicats à faire preuve de retenue dans leurs revendications afin de préserver les entreprises et l'emploi. La vice-présidente Martha Schultz, assure l'intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau président.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Vers une timide reprise mais également une détérioration du solde public ?

La Commission européenne a, dans ses prévisions économiques d'automne publiées le 17 novembre, confirmé qu'une faible reprise de la croissance se dessinait cette année. En 2025, après deux années de récession consécutives, l'économie devrait progresser pour atteindre une croissance du PIB de +0,3 %, puis rebondir à +0,9 % en 2026 et enfin plus vigoureusement à +1,2 % en 2027. Toutefois, l'Autriche continuera de connaître une inflation plus élevée que la zone euro : cette année, l'IPCH devrait atteindre +3,5 % en glissement annuel, avant de se tasser à +2,4 % en 2026 et +2,2 % en 2027. Dans ce contexte, grâce aux mesures de consolidation adoptées par le parlement (indexation partielle des pensions, des grilles salariales de la Fonction publique, etc.), la trajectoire des finances publiques, sous observation de la Commission européenne en raison d'une procédure de déficit excessif, devrait lentement se redresser : le

déficit public (-4,7 % en 2024), devrait atteindre -4,4 % du PIB cette année, puis -4,1 % en 2026 et -4,3 % en 2027.

Toutefois, eu égard à la récente détérioration des finances des collectivités territoriales, le ministère fédéral des finances pourrait être contraint de durcir sa politique fiscale, notamment envers les ménages, en abrogeant ou suspendant l'indexation des barèmes fiscaux sur l'inflation.

Facilité de relance et de résilience : l'Autriche obtient son 3^{ème} décaissement

L'Autriche va recevoir 515,5 M EUR de subventions pour sa 3^{ème} demande de paiement au titre du FRR. La demande comprend 20 étapes clés, couvrant des réformes telles que l'amélioration des conditions de travail dans le système de soins de longue durée, la facilitation de la réparation de 200 000 appareils électroniques grâce à un programme de prime à la réparation et des investissements dans 17 500 systèmes photovoltaïques résidentiels.

Le plan de relance et de résilience de l'Autriche, soutenu par un financement total de 3,96 Mds EUR sous forme de subventions, a désormais atteint un taux de décaissement de 84 %.

Finances

Vers un nouveau pacte national de stabilité pour se conformer aux règles européennes

Après l'introduction au niveau européen de nouvelles règles de gouvernance économique (EGR), le *Fiskalrat* (équivalent du Haut conseil des finances publiques) avait recommandé de procéder à une adaptation des dispositifs nationaux afin d'harmoniser les règles budgétaires. Les négociations entre le ministère des Finances et les Länder sont actuellement en cours, en vue d'un nouveau pacte national de stabilité, le pacte actuel datant de 2012. A l'époque, le gouvernement avait adopté une règle d'or sous la forme d'un frein à la dette inspiré du modèle allemand (*Österreichischer Stabilitätspakt*, ÖStP 2012). Le ministre des Finances Marterbauer (social-démocrate) ambitionne d'adopter le nouveau pacte d'ici la fin de l'année pour une entrée en vigueur en 2026.

Politique économique et sociale

Revalorisations salariales : +2,55 % pour les salariés du secteur du commerce

Trois séances de négociations auront suffi aux organisations paritaires pour trouver un compromis sur l'évolution des salaires dans le commerce de détail. Près de 430 000 salariés et 20 000 apprentis bénéficieront à compter du 1^{er} janvier 2026 d'une augmentation de 2,55 %, à mi-chemin entre la revendication syndicale (2,9 %) et la contre-proposition du Patronat (2,25 %). La hausse des salaires sera en conséquence en deçà de l'inflation glissante (+3,0 %). Au-delà de cette revalorisation, les partenaires sociaux sont parvenus à des compromis sur la flexibilité du temps de travail (possibilité de concentrer le temps de travail hebdomadaire sur 5 jours au lieu de 6) et une hausse des primes de réussite des apprentis selon la mention sanctionnant l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle.

Mise en place d'un fonds de 2,5 Mds EUR pour réformer la santé

Le gouvernement mettra en place à compter du 1^{er} janvier 2026 un fonds pour la réforme de la santé, doté annuellement de 500 M EUR entre 2026 et 2030. Prévu au budget fédéral, ce fonds sera alimenté par l'augmentation des cotisations à l'assurance maladie des retraités (qui est passée de 5,1 % à 6 % depuis juin 2025) et servira principalement à développer l'offre des centres de soins primaires (maisons de santé). Leur nombre devrait être porté de 103 actuellement à 255 à terme, avec des plages horaires plus étendues. Le fonds prendra le relais du financement européen arrivant à son échéance. L'autre priorité du fonds sera de renforcer la prévention dans toutes les phases de la vie et le développement de la prise en charge de la santé mentale. Par ailleurs, le fonds devrait permettre un meilleur pilotage des flux de patients en priorisant la télémédecine.

Veille sectorielle

Secteur financier

Les complémentaires santé affichent une forte croissance

L'autorité des marchés financiers FMA a publié en novembre son rapport annuel sur la situation des assureurs autrichiens. Il ressort qu'en 2024 le volume des primes a atteint 23,15 Mds EUR dont 14,84 Mds EUR pour les dommages et accidents (+5,93 %), 5,14 Mds EUR pour les assurances-vie (+1,27 %) et 3,17 Mds EUR pour l'assurance maladie. Le secteur des complémentaires santé, bien qu'encore sous-développé en Autriche, a affiché une croissance record de 10,7 % en 2024. *UNIQA* reste le leader du marché avec une part de 44,1 %, suivi de *Merkur* (19,2 %) et *Wiener Städtische* (9,9 %). En 2024, la mutuelle *GRAWE* a obtenu la concession pour l'assurance maladie, ce qui porte à dix le nombre d'acteurs autrichiens actifs dans ce domaine. La plus forte croissance a été enregistrée par *Ergo*, avec une augmentation des primes de 65 %, sa part de marché se limitant pourtant à 0,3 %.

Industrie

AT&S se lance dans le marché de la défense

Le fabricant de circuits imprimés haut de gamme et de substrats pour circuits intégrés AT&S (*Austria Technologie & Systemtechnik*), installé à Leoben en Styrie, a vu sa valeur boursière augmenter de 166 % depuis le début de l'année ce qui fait de lui le premier gagnant parmi les valeurs de l'ATX. Servant actuellement les débouchés du grand public, de l'automobile, de l'aérospatiale, de l'industrie, du médical et du calcul haute performance, AT&S a annoncé début octobre vouloir élargir son portefeuille au secteur de la défense et adapter son site et son usine de Leoben aux exigences spécifiques de cette industrie. L'accent sera mis sur les technologies de défense, de prévention et de stabilisation, par exemple pour les agences de sécurité ou les infrastructures critiques. Outre son site de production et son centre de compétence européen pour la R&D à Leoben, AT&S dispose de sites de production en Chine (Shanghai, Chongqing), en Malaisie (Kulim) et en Inde (Nanjangud). Au total, l'entreprise emploie 13 000 personnes et affiche un CA de 1,59 Md EUR.

Transports

Péage sur les autoroutes : Fin de la vignette autocollante en 2027

Le 20 novembre 2025 a été votée par la chambre basse du Parlement (avec les voix des trois partis qui forment le gouvernement) la fin de la vignette autocollante pour les véhicules d'un poids maximal autorisé inférieur à 3,5 tonnes. A partir du 1^{er} décembre 2026, toutes les vignettes (annuelle, bimestrielle, valable dix jours et journalière) ne seront proposées que sous forme numérique. Selon le ministre fédéral des Transports, Peter Hanke (social-démocrate), dès à présent, 75 % des abonnements annuels se présentent sous forme numérique. En 2026 (dernière année de la vignette autocollante), l'abonnement annuel s'élèvera à 106,80 EUR, en hausse de 2,9 %, en raison de l'indexation sur l'inflation, après la hausse de 7,7 % l'année précédente.

Fahrzeug-kategorie	Jahres-Vignette	2-Monats-Vignette	10-Tages-Vignette	1-Tages-Vignette nur digital
 A Ein-spurige Kfz	42,70	12,80	5,10	3,80
 B Pkw und Kfz bis einschl. 3,5 t tztGm*	106,80	32,00	12,80	9,60

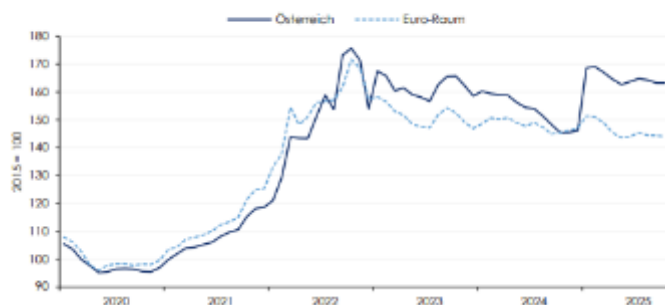
Source : ASFINAG

Energie et environnement

Prix énergétiques : L'écart se creuse entre l'Autriche et la zone euro

L'institut de conjoncture WIFO, dans sa lettre mensuelle du mois de novembre, signale que l'écart entre les prix énergétiques en Autriche et dans la zone euro se creuse depuis le début

Abbildung 1: Energiepreise in Österreich und dem Euro-Raum
Laut Harmonisiertem Verbraucherpreisindex (HVPI)



de l'année. En effet, en glissement annuel, les prix énergétiques étaient en hausse de 7,9 % en septembre 2025, les prix d'électricité affichant la plus forte augmentation (+35,9 %). Le WIFO souligne que si cette évolution persiste, elle affectera le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises.

Agriculture

Grippe aviaire – mise en place de zones d'interdiction et de surveillance

Après que le virus de la grippe aviaire a été détecté dans un élevage d'oies de Haute-Autriche, entraînant le prélèvement de 700 volailles, les autorités sanitaires autrichiennes ont mis en place les mesures de biosécurité indispensables à une lutte efficace contre l'épizootie, dont notamment des zones d'interdiction (rayon de 3 km) et de surveillance (rayon de 10 km) autour des lieux de contamination (en Basse-, Haute-Autriche et Burgenland). Jusqu'à la mi-novembre, les services vétérinaires n'avaient relevé que quelques cas d'oiseaux sauvages contaminés (canards, cygnes). Un confinement des élevages de volailles et des basses-cours a également été imposé sur une partie du territoire national.

Alimentation et prix agricoles : seuls 4 EUR sur 100 EUR dépensés reviennent aux producteurs

Selon une étude publiée en septembre par l'institut de recherche économique Wifo, sur 100 EUR dépensés par le consommateur pour son alimentation, seuls 4 EUR reviennent au producteur. Les économistes ont étudié les évolutions des prix des denrées alimentaires et la création de valeur tout au long de la chaîne. L'analyse du WIFO montre que l'influence des prix des matières premières agricoles sur les prix des denrées alimentaires diminue globalement, tandis que d'autres postes de coût tels que l'énergie, les salaires, les transports et le commerce gagnent en importance. L'indice des prix des matières premières agricoles est déjà repassé sous le niveau de 2022, mais l'indice des prix à la consommation pour les denrées alimentaires reste nettement plus élevé. Les auteurs de l'étude concluent que l'agriculture est le secteur qui profite le moins du niveau élevé des prix des denrées alimentaires et que les agriculteurs comptent parmi les victimes de l'inflation, confortant ainsi les responsables du secteur, à commencer par le député conservateur Georg Strasser, président du principal syndicat agricole autrichien.

Figure 1 : Répartition des parts le long de la chaîne de valeur pour 1 kg de farine de blé



Relations bilatérales

VITREA est désormais le troisième opérateur de centres de rééducation en Europe

Le fonds français d'investissement PAI Partners avait pris en octobre 2024 une participation à hauteur de 67 % dans les activités de rééducation de la société autrichienne Vamed, spécialisée dans la conception, la construction et l'exploitation de projets de santé tels que des centres de soins thermaux, le groupe allemand Fresenius détenant les 33 % restant. Au cours de l'été 2025, ont été intégrées les neuf cliniques Paracelsus en Allemagne. La nouvelle entité qui vient d'être renommée VITREA, et qui a son siège à Vienne, est le troisième opérateur de centres de rééducation en Europe. En Autriche, VITREA emploie 2 800 personnes sur 21 sites traitant environ 50 000 personnes par an.

Le chiffre du mois à retenir

+1 %

Croissance économique en 2025
selon les prévisions
communautaires

Zoom sur...

La Commission européenne a revu à la baisse ses prévisions pour l'économie slovène. Elle prévoit que le PIB augmentera de 1 % cette année, soit la moitié du taux de croissance prévu au printemps et un niveau inférieur à la moyenne de l'UE et de la zone euro. Le rythme de croissance devrait repartir à la hausse en 2026, pour atteindre 2,4 %.

Cette révision à la baisse s'explique principalement par les mauvaises performances de l'économie slovène au premier trimestre, qui a connu une contraction, tandis que le second semestre a été marqué par une croissance robuste grâce à la consommation privée et publique. Avant la fin de l'année, un soutien supplémentaire à la consommation est attendu grâce à la fois à la reprise attendue des exportations, et à l'introduction de primes de Noël obligatoires pour les salariés.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Prévisions d'automne de la Commission européenne pour 2026

La croissance devrait s'accélérer pour atteindre 2,4 % en 2026, soit le même taux que celui prévu au printemps, et 2,6 % en 2027. La consommation privée continuera à progresser au cours de ces deux années, soutenue par la croissance de l'emploi et la hausse des salaires.

Les investissements publics resteront élevés grâce à la poursuite des investissements financés par l'UE en 2026. Les investissements privés devraient se redresser à mesure que l'incertitude mondiale s'atténuera.

Au cours de la période de prévision, les exportations devraient augmenter, malgré une certaine perte de compétitivité due à de fortes hausses salariales. La croissance des importations pourrait ralentir quelque peu en 2026.

Dans l'ensemble, il est prévu que l'emploi demeure stable et le taux de chômage faible, tandis que l'inflation resterait élevée au cours de la période.

Le déficit public devrait passer de 0,9 % du PIB en 2024 à 2,2 % en 2025, 2,3 % en 2026 et atteindre un pic de 2,5 % en 2027. Le ratio dette/PIB diminuerait de son côté, passant de 66,6 % en 2024 à 63,1 % en 2027.

Le nombre total de chômeurs a augmenté de près de 4 % en octobre 2025

Selon le Service de l'emploi du pays, le nombre de chômeurs inscrits en Slovénie a augmenté de 3,9 % en octobre par rapport à septembre et de 0,5 % par rapport à l'année précédente,

pour atteindre 45 670 personnes. Les dernières données disponibles concernant le taux de chômage enregistré datent du mois d'août, où il s'élevait à 4,5 %, restant stable tant en comparaison mensuelle qu'annuelle.

Finances

Endettement de la Slovénie sur le marché japonais

Un peu plus d'un an après sa première émission d'obligations en yens, la Slovénie s'est à nouveau endettée sur le marché japonais. Elle a émis pour 31 Mds JPY supplémentaires (environ 175 M EUR) d'obligations dites « samouraïs », destinées exclusivement au financement de projets sociaux. Avec l'émission de ces obligations à taux fixe d'une durée de 3 ans, elle est devenue le premier pays d'Europe centrale et orientale à émettre des obligations samouraïs cette année. La Slovénie a obtenu auprès des agences de notation les notes suivantes : A3 (positive) auprès de *Moody's*, AA (stable) auprès de *Standard & Poor's*, A+ (stable) auprès de *Fitch* et AA- (stable) auprès de *Japan Credit Rating*.

La dette publique s'élevait en 2024 à 44,9 Mds EUR, soit 66,6 % du PIB.

Le décaissement de 440 M EUR pour la Slovénie au titre du PNRR

La Slovénie a reçu 440 M EUR supplémentaires au titre de son Plan de relance et de résilience postpandémique de l'UE, après que la Commission européenne a confirmé que le pays avait atteint tous les objectifs intermédiaires et finaux prévus dans sa quatrième demande de paiement. Ce versement porte le total des recettes de la Slovénie à près de 70 % de l'allocation dont elle dispose. La Slovénie a soumis sa quatrième demande à Bruxelles à la fin du mois de juin et a reçu l'évaluation positive et l'approbation du paiement de la Commission à la mi-octobre, après avoir atteint les 27 objectifs et jalons fixés pour cette tranche.

Le budget slovène 2026 sera révisé suite aux inquiétudes exprimées par l'UE

Le ministère des Finances slovène a déclaré prendre au sérieux l'avertissement de la Commission européenne selon lequel le projet de budget 2026 risque de ne pas respecter la croissance maximale des dépenses nettes prévue par les règles budgétaires de l'UE. Il a souligné que le document avait été envoyé à Bruxelles avant que la prime d'hiver obligatoire ne soit inscrite dans la loi, et a annoncé une révision des dépenses budgétaires et d'autres mesures potentielles visant à éliminer les anomalies.

Veille sectorielle

Industrie

Lancement de la nouvelle Twingo électrique sur les Champs-Élysées le 6 novembre 2025

Fabriquée dans l'usine Renault à Novo mesto (en Slovénie) la nouvelle Twingo électrique sera vendue à moins de 20 000 EUR. Avec un style inspiré du modèle originel de 1993 et une autonomie qui devrait dépasser 250 kilomètres, elle a été conçue en grande partie par les designers et ingénieurs de l'antenne du constructeur à Shanghai, en Chine.



Source : Renault

François Provost, PDG du groupe Renault, a également confirmé que Revoz, l'usine de Renault à Novo mesto, s'est vue confier la production de deux modèles supplémentaires de véhicules électriques du segment A, l'un pour Dacia et l'autre pour Nissan, basés sur la même plateforme.

Transports

EasyJet lance des vols entre Ljubljana et Manchester

EasyJet a lancé début novembre des vols entre Ljubljana et Manchester, rétablissant ainsi une liaison directe entre les deux villes pour la première fois depuis 2019. La nouvelle liaison vers Manchester sera la deuxième route d'EasyJet au départ de l'aéroport de Ljubljana, complétant ainsi sa liaison vers Londres Gatwick.

Elle sera assurée deux fois par semaine, avec des vols prévus les mardis et samedis. EasyJet devrait les exploiter avec un Airbus A320 de 186 places. Les billets sont déjà disponibles sur le site web de la compagnie britannique, avec des billets aller simple à partir de 29,49 EUR.

Vueling a lancé à la mi-novembre des vols entre Ljubljana et Barcelone, offrant deux vols hebdomadaires disponibles et un troisième supplémentaire pendant la période des fêtes. Il s'agit de la troisième nouvelle destination ajoutée au programme hivernal de l'aéroport de Ljubljana après Las Palmas (Grande Canarie) et Manchester.

Relations bilatérales

Acquisition du groupe slovène Health Chain Group (HCG) par l'investisseur français Anjac

Le groupe français *Anjac Health & Beauty*, qui fabrique des cosmétiques, des dispositifs médicaux, des produits pharmaceutiques et des compléments alimentaires, a finalisé l'acquisition de 47,5 % du groupe slovène *Health Chain Group* (HCG).

HCG est une société holding basée à Ljubljana, active dans le secteur de l'industrie alimentaire et pharmaceutique et spécialisée dans le développement de compléments alimentaires.

Dans le cadre de cette transaction, un plan d'investissement commun de plus de 25 M EUR est également prévu. Celui-ci sera destiné à l'extension des capacités de production à Velenje au nord de la Slovénie, qui permettront de tripler les capacités d'ici la fin de l'année 2026.

Coopération renforcée entre CMA-CGM et le Port de Koper

L'opérateur portuaire slovène Luka Koper et le géant français du transport maritime CMA CGM créent une coentreprise pour le transbordement de voitures dans le port de Koper. Le projet s'inscrit dans le cadre d'une coopération renforcée annoncée lors de la visite du président Emmanuel Macron en octobre dernier.

La nouvelle structure sera créée par *Luka Koper* et *Ceva Corporate Services*, une filiale de CMA CGM. L'opérateur portuaire slovène et CMA CGM sont partenaires commerciaux depuis 22 ans, le groupe français employant plus de 100 personnes en Slovénie. Ce projet permettra de renforcer le rôle de la Slovénie en tant que porte d'entrée stratégique vers l'Europe, notamment pour le corridor économique émergent Inde-Moyen-Orient-Europe. La nouvelle société sera implantée en dehors de la zone exploitée par Luka Koper dans le cadre d'une concession publique. Le terrain de 2,7 hectares sera utilisé pour des services logistiques destinés à l'industrie automobile.

Le chiffre du mois à retenir

+2,06 %

du PIB

Dépenses pour la défense en 2026

Zoom sur...

Budget 2026 : progression des dépenses et mise en garde des autorités budgétaires

Le gouvernement croate a présenté son projet de budget 2026, qui anticipe 35,7 Mds EUR de recettes (+8,3 % par rapport à 2025) et 39,8 Mds EUR de dépenses (+8,3 % par rapport à 2025), soit un déficit maintenu à 2,9 % du PIB. Le scénario de base table sur une croissance de 2,7 % et une inflation en recul. L'exécutif souligne que cette trajectoire permet de poursuivre les investissements publics tout en préservant les finances publiques. Les priorités demeurent le soutien au pouvoir d'achat des ménages (hausse des retraites et des salaires publics), les politiques démographiques, ainsi que l'investissement dans les infrastructures, l'énergie et surtout la défense, cette dernière étant portée à 2,06 % du PIB.

Toutefois, l'Autorité indépendante pour la politique budgétaire appelle à la prudence. Dans son avis, l'autorité rappelle que la trajectoire budgétaire reste expansionniste après plusieurs années de forte hausse des dépenses et que le ralentissement prévu de l'activité, couplé à une possible diminution des recettes fiscales, accroît les risques de dérapage. Il regrette l'absence de réformes structurelles visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Prévisions économiques d'automne 2025 de la Commission européenne (CE)

Dans ses toutes dernières prévisions d'automne, la CE anticipe une croissance toujours robuste en Croatie, avec 3,2 % en 2025, avant un ralentissement graduel à 2,9 % en 2026 puis 2,5 % en 2027. L'emploi devrait rester dynamique, le taux de chômage demeurant sous les 5 %. La Commission a par ailleurs revu à la hausse ses prévisions d'inflation par rapport au printemps dernier : celle-ci resterait à 2,8 % en 2025 avant de redescendre à 2,2 % en 2027. La croissance serait tirée par la consommation, soutenue par la hausse des salaires réels, ainsi que par l'investissement public, porté par l'absorption des fonds européens. La Commission souligne toutefois plusieurs risques : tensions sur les coûts salariaux susceptibles d'éroder la

compétitivité, ralentissement attendu de la consommation et de l’investissement après la fin du Mécanisme de relance et de résilience, ainsi qu’un essoufflement des exportations de services lié à la hausse des prix dans le tourisme notamment.

	2024	2025	2026p	2027p
	3,9	3,1	2,7	2,6
Croissance réelle (% PIB)	3,9	3,2	2,9	2,5
Inflation harmonisée (%)	4	4,3	2,8	2,2
Déficit (-) /excédant (+) budgétaire (%)	-2,4	-2,8	-2,9	-2,2
Balance des comptes courants (% PIB)	-0,7	-2,9	-3,2	-3,2
Dette publique (% PIB)	57,6	56,2	56,1	55,9
Chômage (%)	5	4,7	4,5	4,6

Politique économique et sociale

Plafonnement des prix étendu à 100 produits pour protéger les consommateurs face à l'inflation

Le Premier ministre a annoncé lors du Conseil des ministres du 20 novembre l'extension de la mesure de plafonnement des prix à 30 produits supplémentaires, portant ainsi à 100 le nombre total d'articles sous contrôle. Cette mesure constitue le troisième plafonnement depuis septembre 2023, visant à atténuer les effets de l’inflation (8,4 % en 2023 ; 4 % en 2024 et 3,6 % en 2025 selon FMI) et protéger les consommateurs, en particulier les populations les plus vulnérables. Le nouveau paquet couvre divers produits alimentaires, articles d'hygiène et alimentation infantile.

Veille sectorielle

Transports

Nouveau système de péage électronique sur l’ensemble des autoroutes à partir de 2027

Le gouvernement croate a transmis au Parlement un projet de loi sur le péage électronique (E-tolling), qui vise à mettre en place, dès le 1^{er} mars 2027, un système électronique unique couvrant toutes les autoroutes du pays. Présenté par le ministre des Transports Oleg Butković, ce système combinerait dispositifs ENC à bord et reconnaissance automatique des plaques via caméras (SkyToll), permettant un péage en flux libre, contrairement aux systèmes actuels. Les utilisateurs de véhicules légers pourront enregistrer leurs données et moyen de paiement via un portail national, une application mobile ou des guichets dédiés, tandis que les poids lourds continueront à utiliser les dispositifs ENC, avec reconnaissance obligatoire des plaques. Le projet bénéficie de 130 M EUR de subventions du Plan national de relance et de résilience.

Nouvelle liaison directe Split-New York

United Airlines inaugurera une nouvelle liaison directe saisonnière entre l'aéroport de Newark/New York et Split à partir du 30 avril 2026. Cette initiative répond à une forte demande touristique américaine pour la Croatie, en particulier pour Split, qui devient ainsi la deuxième destination croate accessible directement depuis les États-Unis, aux côtés de Dubrovnik. Cette nouvelle liaison devrait consolider la position des États-Unis dans le secteur du tourisme en Croatie. Selon les données de l' [Office de tourisme croate \(HTZ\)](#), 830 000 touristes américains ont été enregistrés au cours des dix premiers mois de 2025. Ce chiffre place les États-Unis au 6^{ème} rang des marchés émetteurs, derrière l'Allemagne, la Slovaquie, l'Autriche, la Pologne et l'Italie.

Un saut technologique pour les aéroports croates

Le projet « NextGen 5G Airports », porté par Hrvatski Telekom, a été sélectionné pour un cofinancement dans le cadre du programme CEF (Connecting Europe Facility) de la Commission

européenne. Ce projet permettra aux aéroports de Zagreb, Zadar et Pula, de bénéficier de réseaux 5G, innovants et sécurisés. La valeur totale de l'investissement s'élève à 5,6 M EUR. Il s'agit du quatrième projet dédié aux infrastructures aéroportuaires européennes à bénéficier d'un cofinancement dans le cadre de CEF Digital, parmi un total de 184 projets soutenus lors des quatre appels à propositions.

Energie et environnement

Tensions persistantes entre MOL et JANAF sur le transport de produits pétroliers

La société hongroise *MOL* et sa filiale slovaque, *Slovnaft* ont déposé une plainte formelle auprès de la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne contre *JANAF*, opérateur croate d'oléoduc. Selon *MOL*, *JANAF* imposerait des conditions commerciales susceptibles de compromettre la sécurité d'approvisionnement dans la région et abuse de sa position dominante sur les infrastructures en modifiant unilatéralement les règles d'accès au pétrole brut.

Figure 2 : Oléoduc JANAF-ADRIA



De son côté, JANAF affirme que le transport de pétrole se fait selon le calendrier prévu, le contrat signé et les règles d'accès conformes au pratique du secteur. Le groupe MOL utiliserait toutefois, selon JANAF, beaucoup moins de capacité que prévu par le contrat. Ces derniers développements accentuent les incertitudes et fragilisent l'opérateur croate déjà contraint de suspendre ses livraisons à la société serbe NIS (dont l'actionnariat est majoritairement russe) suite à l'entrée en vigueur, le 8 octobre 2025, des sanctions américaines ciblant le secteur énergétique russe.

Projet de Plan pour compenser les impacts sociaux de la politique climatique

Le Ministère de la Protection de l'Environnement et de la Transition Verte a lancé [une consultation publique](#) autour d'un Plan d'action sociale pour la politique climatique, instrument national pour protéger les citoyens des effets défavorables de la transition climatique notamment suite à l'introduction du nouveau système d'échange de quotas d'émission de l'UE – ETS2. Près de 1,68 Md EUR pour la période de 2026 à 2032 devraient être mobilisés.

Il s'agit du plus important instrument de financement en Croatie, exclusivement dédié aux ménages vulnérables et énergétiquement fragiles ainsi qu'aux micro-entrepreneurs. Au-delà de l'aide sociale, le Fonds financera des projets de logement abordable, le développement des transports publics dans les zones rurales ainsi que l'accès aux infrastructures sociales, culturelles, éducatives, sportives et économiques, notamment pour les populations les plus vulnérables.

Immobilier

Net ralentissement des transactions immobilières sur les neuf premiers mois de 2025

Selon une étude de [l'agence Opereta](#), le marché immobilier croate a enregistré 85 600 transactions entre janvier et septembre 2025, soit une baisse de 13 % sur un an. Le recul est particulièrement marqué en Dalmatie centrale (-30 %), tandis que seules trois régions — Varaždin (+38 %), Koprivnica-Križevci (+18,2 %) et Lika-Senj (+13,6 %) — affichent une hausse,

illustrant un déplacement de la demande vers le nord et l'intérieur du pays. Les ventes d'appartements, principal segment du marché, ont diminué de 13 % (17 164 unités), et celles de maisons de 22 %, portant à -14 % la contraction du secteur résidentiel. Opereta attribue cette tendance au ralentissement des ventes aux acheteurs étrangers, à la hausse des taux d'intérêt dans la zone euro et à la forte progression des prix en Croatie. Les acheteurs étrangers reculent en effet de 22 %, surtout dans la zone Adriatique. À Zagreb, les ventes chutent de 20 % mais la demande pour le neuf soutient le niveau des prix.

Indicateur	I-IX 2025	Variation I-IX 2024
Nombre total de transactions immobilières	≈ 85 563 ventes	- 13 %
Segment résidentiel (appartements + maisons) – total ventes	19 442 ventes	- 14 %
Ventes d'appartements	17 164 ventes	- 13 %
Ventes de maisons	2 278 ventes	- 22 %
Régions / comtés en croissance des transactions	Varaždin	+38 %
	Koprivnica - križevci	+18,2 %
	Lika -senj	+13,6 %
Régions / comtés en forte baisse des transactions	Capitale Zagreb	- 19,7 %
	Split-dalmatie centrale	-29,7 %
	Krapina -zagorje	-27,9 %
	Dubrovnik -neretva	-27,4 %
Evolution estimée du nombre d'acheteurs étrangers (notamment côtiers)	Allemagne, Slovénie et Autriche	- 22 % à - 28 %
	Serbie	+ 28 %
	Roumanie	+ 50 %
	Macédoine du Nord	+ 38 %

Marchés financiers

Création d’un fonds public pour faciliter les introductions en bourse

Le gouvernement croate poursuit sa stratégie de développement du marché des capitaux en proposant de créer un fonds public « IPO » destiné à soutenir les PME dans leur introduction en bourse. Dans ce cadre, la Banque nationale de reconstruction et de développement ([HBOR](#)) prévoit d’investir au moins 100 M EUR dans divers fonds d’investissement, dont ce futur fonds IPO. Ce mécanisme, inspiré du modèle tchèque, viserait à renforcer la confiance des investisseurs privés en associant la banque publique aux introductions en bourse, et en proposant une assistance technique aux entreprises pour se préparer en vue d’un listing.

Blocage de la tentative croate de prise de contrôle publique de la Bourse de Ljubljana

L’Agence slovène des marchés financiers ([ATVP](#)) a rejeté, le 25 novembre, le projet du gouvernement croate visant à permettre à l’agence publique [Fina](#) de prendre le contrôle de la Bourse de Zagreb (ZSE) — une opération qui aurait donné au gouvernement croate un contrôle direct sur la Bourse de Ljubljana (LJSE), détenue à 100 % par la ZSE. Quelques jours avant la décision, le gouvernement slovène avait inscrit la LJSE sur la liste des infrastructures critiques nationales, rendant toute prise de contrôle par une entité étrangère soumise à autorisation préalable. Ljubljana a également estimé que Fina ne remplissait pas les critères de réputation et de solidité exigés par la réglementation slovène, rappelant notamment des contentieux anciens liés au recouvrement des créances de la *Ljubljanska banka* en Croatie.

Relations bilatérales

Visite officielle du Premier ministre croate : rencontre économique franco-croate au MEDEF International le 8 décembre

Une délégation multi-sectorielle de grandes entreprises croates accompagnera le Premier ministre, M. Andrej Plenković, lors de son déplacement officiel à Paris début décembre.

Dans ce cadre, MEDEF International organisera une réunion de haut niveau le lundi 8 décembre après-midi, en présence du Premier ministre croate, ainsi que de trois ministres de son gouvernement, aux côtés d’une délégation d’une vingtaine d’entreprises croates de premier plan.

Cet événement constituera une opportunité unique d'échanges directs au plus haut niveau sur les perspectives de coopération économique et industrielle entre la France et la Croatie, dans un contexte particulièrement favorable au développement de partenariats bilatéraux.

Les inscriptions sont ouvertes sur le lien suivant : <https://event.medefinternational.fr/croatie-premier-ministre-4910>.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (viennne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, (ljubljlana@dgtresor.gouv.fr)

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic (zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 27/11/2025